

Sommaire des séances publiques

Communications	pages 48-49
Retrait du rôle des affaires	page 49
5623 - Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux de M. Robert Mehlen	page 49
Ordre du jour	page 49
Dépôt d'une motion par Mme Anne Brasseur	pages 49-50
Dépôt d'une résolution par Mme Marie-Josée Frank	page 50
Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration	pages 50-54
4992 - Projet de loi modifiant	
1. la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales,	
2. la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales,	
3. la loi du 25 août 2006 concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle	pages 54-57
5562 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales	page 57
5514 - Projet de loi portant	
1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale, signé à Prüm, le 27 mai 2005, et	
2. modification de la loi du 21 décembre 2004 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004	
3. modification de la loi du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale, et	
4. modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire	pages 57-60
5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:	
- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;	
- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;	
- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier	pages 60-61
5590 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 27 mars 2006	page 61
5603 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006	
Ordre du jour	page 62
Débat sur la politique étrangère et européenne et sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe	pages 62-72
5488 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004	pages 72-74
3923C - Proposition de loi portant 1. révision des paragraphes (1), (3), (4), (5) et (6), alinéa 1 ^{er} de l'article 11 de la Constitution; 2. création d'un article 11bis nouveau de la Constitution	pages 74-76
5581 - Projet de loi relatif à la transformation des anciens vestiaires des hauts fourneaux pour les besoins d'un incubateur d'entreprises à Belval-Ouest	pages 76-78
Question avec débat N°10 de M. Henri Grethen au sujet des cotisations sociales dues au Centre commun de la Sécurité sociale	pages 78-79
Motion de Mme Anne Brasseur relative aux réformes du cycle inférieur de l'enseignement post-primaire	pages 79-80
Résolution de Mme Marie-Josée Frank relative à la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique	pages 80-82
5560 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché	pages 82-88
5589 - Projet de loi	
1) autorisant l'acquisition de l'infrastructure ferroviaire appartenant à la société Arcelor S.A.;	
2) modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire;	
3) modifiant la loi du 28 mars 1997 1. approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946; 2. approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) et 3. concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL; 4. portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	pages 88-91
5316 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 8 novembre 2001	
et	
5404 - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE N°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes	pages 91-92
5499 - Projet de loi portant approbation	
- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;	
- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002)	page 92

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider,

Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Vi-

viane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 5499. De Rapporteur ass den honorablen Här Maroldt. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

7. 5499 - Projet de loi portant approbation

- des amendements apportés par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications le 18 octobre 2002 à la Constitution de l'Union internationale des télécommunications et son annexe ainsi qu'à la Convention de l'Union internationale des télécommunications et son annexe, signées à Genève, le 22 décembre 1992, telles qu'amendées dans la suite;

- des résolutions, décisions et recommandations faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires additionnelle de l'Union internationale des télécommunications de Marrakech (2002)

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

» **M. François Maroldt (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass den 12. Oktober 2005 vum Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass de 14. Februar 2006 vum Statsrot aviséiert ginn. An der Commissionssëtzung vum 9. Oktober 2006 huet d'Kommission hire Rapporteur designéiert. An der Sëtzung vum 13. November 2006 ass den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert ginn. An darselwechter Sëtzung ass de schrëftleche Rapport ugeholl ginn.

De virleiende Projet huet un éischter Plaz als Objet eng Rei vun Amendementer, souwuel zur Verfassung wéi och zur Konvention vun der UIT, der Union internationale des télécommunications, déi zu Genf den 22. Dezember 1992 ënnerschrifwe gouf, unzehuelen.

Bei dësen Amendementer si verschiddener vu substanzier, anerer vu redaktioneller Natur. Et geet virun allem ëm d'Efforten, déi d'Union ënnerholl huet, fir déi finanziell Basis vun der UIT ze konsolidéieren souwéi och d'Vertrieder vum Privatsektor méi enk an d'Aarbechte vun der UIT anzebannen. Et goufen och Modifikatiounen ënnerholl, fir verschidden Dispositiounen vun der Verfassung ze clarifiéieren, fir méiglech falsch Interpretatiounen ze verhënneren.

Un zweeter Plaz huet den Text als Objektiv, d'Resolutiounen, d'Décisiounen an d'Recommandatiounen zum sougenannten Acte final, esou wéi en zu Marrakesch den 18. Oktober 2002 ugeholl gouf, guttzeheeschen. Un éischter Plaz fanne mir hei Décisiounen politischer, strategescher, finanzpolitescher an administrativer Natur.

Et geet zudeem ëm d'Wiel vun de Memberlänner vum Conseil, de Fonctionnaire vum der UIT, de Membere vum Comité, deen d'Radiokommunikatiounen reglementéiert, souwuel wéi ëm dee strategesche Plang vun der Union fir d'Period 2004/2007.

Hei gëtt dann och de finanzielle Plang fir d'Union fir déiselwech Period opgestallt an d'Kontributiounen vun de Membere vun deene verschiddene Secteure, wéi dem Privatsektor, zu Gonschte vun der Union regléiert.

Schlussendlech gouf ee sech dann och eens beim Recouvrement vun de Käschten, déi ugewannt gi bei der Notifikatioun vun de Satelittsëseue souwéi och wat d'Benotzung vum Spektrum bei Frequenzen, déi iwwert 3.000 Gigahertz leien, ugeet.

Déi aner Décisiounen, déi vun der Konferenz getraff goufen, rapportéieren sech op déi regional Presenz, deen neie Partenariat fir d'Entwécklung vun Afrika, d'Sécherheet vun de Réseauen an d'Reglementer vun den internationale Telekommunikatiounen.

De Statsrot huet festgestallt, datt mat dësem Gesetzesprojet weder déi ganz Verfassung nach d'Konvention gestëmmt ginn, mä nëmmen eng Rei Amendementer zu dësen zwee Texter, déi op der Konferenz un der UIT zu Marrakesch am Oktober 2002 décidéiert goufen. D'Verfassung an d'Konvention selwer souwéi och verschidden aner Ännerungen heizou goufe schonn an zwee Gesetzer festgehalten.

Duerfir ass de Statsrot der Meenung, et soll een den Intitulé souwuel wéi och de Libellé vum Article unique op dat eigentlech Objektiv beschränken. An zwar sinn dëst déi Ännerungen zur Verfassung an zur Konvention, déi zu Marrakesch am Oktober 2002 décidéiert goufen. Dat nämlecht gëllt fir d'Resolutiounen, d'Décisiounen an d'Recommandatiounen vum Acte final. Dës Proposition vum Statsrot gouf eestëmmege vun der Chamberskommissioun ugeholl.

Här President, ech denken, ech hätt a mengem Rapport déi wichtegst Aspekter vun dësem Gesetzesprojet duergeluecht. Dësse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréisser Verwerfung gefouert. Duerfir géif ech lech bieden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord heimat mécht.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

» **Plusieurs voix.** - Très bien!

» **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci. A well ech dovun ausginn, dass de Projet de loi och zu kenge Verwerfungen hei am Plenum op kenger Sait vu kenger Fraktioun féiert, géif ech lech proposéieren, dass mer géifen iwwert de Projet 5499 ofstëmmen.

» **M. François Maroldt (CSV), rapporteur.** - Gitt mer awer Zäit, bis ech meng Stëmm kann ofginn.

(Hilarité)

» **M. le Président.** - Mir waarden dann ee Moment, bis den honorablen Här Rapporteur Plaz geholl huet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5499 ass eestëmmege ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), M. Lucien Clement (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

M. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Alexandre Krieps, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. Déi nächst Sëtzung si programmiert fir de 5., 6. a 7. Dezember. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.21 heures)